



Annales historiques de la Révolution française

369 | juillet-septembre 2012
Varia

Guerre et politique. L'ennemi dans l'Italie révolutionnaire et napoléonienne

War and Politics. The Enemy in Revolutionary and Napoleonic Italy

Anna Maria Rao



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12622>

DOI : 10.4000/ahrf.12622

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 139-151

ISBN : 978-2-200-92761-5

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Anna Maria Rao, « Guerre et politique. L'ennemi dans l'Italie révolutionnaire et napoléonienne », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 369 | juillet-septembre 2012, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12622> ; DOI : 10.4000/ahrf.12622

Tous droits réservés



GUERRE ET POLITIQUE. L'ENNEMI DANS L'ITALIE RÉVOLUTIONNAIRE ET NAPOLEONNIENNE

Anna MARIA RAO

Lors de la période révolutionnaire et napoléonienne, l'Italie fut le théâtre de combats entre divers ennemis. Pour les gouvernements des anciens États et pour les anciennes dynasties, ainsi que pour l'Église, la France fut le plus affreux et redoutable des ennemis, dépeinte comme un monstre d'impiété, contre lequel la propagande ecclésiastique relança le langage de la guerre sainte et l'esprit de croisade. Les patriotes italiens, au contraire, présentaient les Français comme des libérateurs qui venaient faire la guerre aux tyrans mais non pas aux peuples, conduisant une croisade de la liberté. Dans leurs discours les ennemis n'étaient pas les Français ni les seules puissances coalisées, de l'Angleterre à l'Autriche et à la Russie, mais plutôt les aristocrates et tous ceux qui s'opposaient aux principes révolutionnaires. Le terme « ennemi » assumait ainsi une signification non seulement militaire mais éminemment idéologique, visant à délégitimer l'adversaire politique.

Mots-clés : Italie, Napoléon 1er, aristocrates, contre-révolution, Église catholique

L'espace italien à l'époque révolutionnaire et napoléonienne demeura un espace fragmenté, malgré la disparition de la plupart des anciens états et des dynasties anciennes, et malgré les projets d'unification politique de la péninsule élaborés par les patriotes. En 1796-1799, mis à part le Piémont et la Toscane, annexés à la France, cet espace fut surtout républicain : la République Cispadane, suivie par les Républiques Cisalpine, Ligurienne, Romaine, Napolitaine, Lucquoise. La chute de ce réseau républicain en 1799, provoquée par les forces de la deuxième coalition et marquée par toute une série de révoltes anti-françaises (les *insorgenze*), poussa les patriotes

réfugiés en France à relancer le projet d'unification de la péninsule dans une seule république démocratique¹. Le retour des Français en Italie, après la victoire de Marengo, fut suivi par une reprise de ces projets unitaires, que les Comices convoqués à Lyon par Napoléon en décembre 1801 semblèrent pouvoir mener à terme. Mais la péninsule resta partagée en plusieurs états : la deuxième République Cisalpine, devenue République italienne en 1802 et Royaume d'Italie en 1805, comprenant aussi une large partie des territoires qui avaient fait partie de la République de Venise et de l'État de l'Église ; le Royaume de Naples, confié à Joseph Bonaparte en 1806 et à Joachim Murat en 1808 ; la partie restante de l'État de l'Église, annexée à la France en mai 1809, tandis que le pouvoir temporel du pape était supprimé ; le Piémont, également annexé à la France en septembre 1802 ; la Ligurie, annexée le 4 juin 1805 ; le duché de Toscane, devenu Royaume d'Étrurie en 1801 et confié à Louis de Bourbon, uni à la France en octobre 1807 et confié en mars 1809 au gouvernement d'Élisa Bonaparte².

Une situation très floue, divisée et compliquée, donc, dans laquelle le territoire de la péninsule fut le théâtre de combats entre plusieurs ennemis, dans le temps et dans l'espace. En 1793, quand les royaumes de Naples et de Sardaigne entrèrent dans la première coalition anti-française à côté de l'Autriche, de la Prusse, de l'Angleterre, du point de vue militaire il n'y avait qu'un seul ennemi, la France. Un ennemi redoutable, que la propagande ecclésiastique, dès 1789, et surtout après la promulgation de la Constitution civile du clergé, condamnée par le pape en 1791, décrivait comme un monstre épouvantable, impie et sanguinaire. Rome et l'État pontifical furent le centre de production et de diffusion d'une série imposante de textes manuscrits et imprimés – journaux, pamphlets, compositions poétiques – qui dessinaient le portrait affreux d'un ennemi qui n'avait même plus de traits humains, mais qui était figuré sous des formes démoniaques et bestiales. Les événements révolutionnaires étaient dénoncés par l'Église comme une punition divine contre les principes des Lumières et contre les tentatives de sécularisation entreprises par les gouvernements des états italiens pendant les dernières décennies³. Parmi les ethnotypes qui furent

(1) Cf. Anna Maria RAO, *Esuli. L'emigrazione politica italiana in Francia (1792-1802)*, Napoli, Guida, 1992.

(2) Voir Carlo CAPRA, *L'età rivoluzionaria e napoleonica in Italia 1796-1815*, Torino, Loescher, 1978 ; Luigi MASCILLI MIGLIORINI (dir.), *Italia napoleonica. Dizionario critico*, Torino, Utet, 2011.

(3) Sur ces textes, Vittorio Emanuele GIUNTELLA (dir.), *Le dolci catene. Testi della controrivoluzione cattolica in Italia*, Roma, Istituto per la Storia italiana del Risorgimento, 1988 ; Marina FORMICA et Luca LORENZETTI (dir.), *Il Misogallo romano*, Roma, Bulzoni, 1999 ; Luciano GUERCI, *Uno spettacolo non mai più veduto nel mondo. La Rivoluzione francese come unicità e*

cristallisés par les événements révolutionnaires, le « caractère national » français, qui était généralement représenté jusqu'alors comme mou et léger, superficiel et mondain, devint le synonyme de la férocité, de la licence et de l'impiété portées à leur maximum : un « caractère » générateur de méfaits inouïs⁴.

Il n'est pas surprenant que, face au danger révolutionnaire, l'Église reprît le langage des croisades, qui avait connu un nouvel âge d'or à l'époque de la Réforme protestante, mais qui avait été progressivement mis de côté après la fin des guerres de religion des XVI^e-XVII^e siècles⁵. Le processus de « sécularisation » de l'ennemi, entamé par la paix de Westphalie, qui avait masqué, du moins en partie, sa caractérisation religieuse, fut freiné par les guerres contre-révolutionnaires, qui relancèrent l'idée d'une « guerre sainte » contre la nouvelle religion politique, et son « infidélité » idéologique⁶. Ce langage ne pouvait trouver son centre, sa terre d'élection qu'en Italie. Ainsi, selon le secrétaire d'État à Rome, le cardinal Francesco Saverio de Zelada, la guerre en cours en 1794 méritait « d'être égalée à la guerre du Turc, non seulement en ce qui concerne la religion, mais aussi parce qu'elle menace l'existence de tous les souverains et de tous les gouvernements »⁷.

Les patriotes qui avaient tout de suite partagé les idées révolutionnaires présentaient évidemment des images de la France et des Français tout à fait différentes de celles répandues par la propagande ecclésiastique. Leurs écrits visaient à les représenter aux yeux des populations comme des

rovesciamento negli scrittori controrivoluzionari italiani (1789-1799), Torino, Utet, 2008 ; Marina FORMICA, « “Maledicite omnia opera Domini Jacobini” ». Rome et la Révolution (1790-1797) », dans Raymond HEITZ, York-Gothard MIX, Jean MONDOT, Nina BIRKNER (dir.), *Gallophilie und Gallophobie in der Literatur und den Medien in Deutschland und in Italien im 18. Jahrhundert/Gallophilie et gallophobie dans la littérature et les médias en Allemagne et en Italie au XVIII^e siècle*, Heidelberg, Universitätsverlag Winter, 2011, p. 73-90.

(4) Anna Maria RAO, « Les patriotes italiens et le caractère national français à l'époque révolutionnaire », dans Raymond HEITZ, York-Gothard MIX, Jean MONDOT, Nina BIRKNER (dir.), *Gallophilie und Gallophobie*, op. cit., p. 223-239.

(5) Giovanni RICCI, « Il nemico ufficiale. Discorsi di crociata nell'Italia moderna », dans Francesca CANTÙ, Giuliana DI FEBO et Renato MORO (dir.), *L'immagine del nemico. Storia, ideologia e rappresentazione tra età moderna e contemporanea*, Roma, Viella, 2009, p. 41-55. Sur le rôle des rapports avec l'Islam dans la création de l'image de l'ennemi au Moyen Âge, voir Franco CARDINI, *L'invenzione del nemico*, Palermo, Sellerio, 2006.

(6) Voir Francesca CANTÙ, Giuliana DI FEBO, Renato MORO, « Introduzione », dans *L'immagine del nemico. Storia, ideologia e rappresentazione*, op. cit., p. 7-20. Les nouveaux caractères des guerres de l'époque révolutionnaire ont fait l'objet d'études nombreuses, parmi lesquelles je me limite à rappeler celle de Jean-Yves GUIOMAR, *L'invention de la guerre totale XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions du Félin, 2004.

(7) Lettre de Zelada à Luigi Russo, nonce pontifical à Vienne, Rome, 22 janvier 1794, Archivio Storico Diocesano di Napoli, *Registro dei Dispacci da Roma destinati a Mons. Luigi Ruffo Scilla Arcivescovo di Apomea, Nunzio Apostolico a Vienna*, f. 21.



ennemis, certes, puisqu'ils arrivaient en armes contre des gouvernements légitimes, mais des « ennemis généreux », comme le proclamait Bonaparte⁸, des « ennemis singuliers », comme l'écrira plus tard Chateaubriand⁹. Cette singularité résidait dans le fait qu'ils proclamaient venir en ennemis des tyrans et de leurs satellites, non pas des populations opprimées dont ils se prétendaient les amis véritables ; qu'ils répétaient incessamment le cri « guerre aux châteaux, paix aux chaumières » que Cambon avait lancé au club des jacobins dès la fin de 1792¹⁰ ; qu'ils déclaraient venir non pas en conquérants mais en libérateurs.

Même avant le début de la campagne napoléonienne, dès les années 1794-1795, les agents français en Italie avaient insisté dans leur correspondance avec les ministres des affaires étrangères, sur la nécessité d'adopter des procédures diplomatiques nouvelles basées, d'un côté, sur les besoins des populations et de l'autre sur les projets des patriotes plutôt que sur les relations avec les souverains et les gouvernements, qui étaient tout à fait indignes de confiance¹¹. Ange-Marie Eymar, dans une dépêche envoyée de Gênes le 14 juillet 1793, dénonçait tous les dangers qui entouraient la France, à cause, en particulier, du renforcement de la coalition anti-française en Italie, au moment même où il fallait se défendre de l'ennemi de l'intérieur, en Vendée : « L'époque d'une révolution générale dans le système social de l'Europe est arrivée. La France en a donné le signal. Puisse du sein de ma patrie s'élever un homme tel que Rousseau qui soit digne de stipuler les intérêts généraux de l'humanité ». Eymar soulignait toute la différence entre la guerre en cours et les guerres du passé : à présent le droit de s'opposer aux tyrans devait se transférer de la politique interne à la politique internationale, renouvelant entièrement les règles anciennes de la diplomatie¹². Pour sa part, François Cacault, écrivant de Florence en février 1794, soutenait la nécessité pour la France d'occuper le Piémont pour pouvoir contrôler la péninsule italienne contre l'Autriche. Il rappelait à ce propos l'enseignement de l'histoire, quand Charles VIII était

(8) Voir plus loin la note 31.

(9) « Nous sommes de singuliers ennemis », cité par Gilles BERTRAND, « Regard des voyageurs et image de l'Italie. Quelques réflexions autour de la campagne de Bonaparte », dans Jean-Paul BARBE, Roland BERNEKER (dir.), *Les intellectuels européens face à la campagne d'Italie, 1796-1798*, Münster, Nodus Publikationen, 1999, p. 52.

(10) Bernard NABONNE, *La diplomatie du Directoire et Bonaparte, d'après les papiers inédits de Reubell*, Paris, La Nouvelle édition, 1951, p. 34.

(11) Voir, par exemple, la correspondance de Jean Tilly de Gênes en 1793, étudiée par Pasquale VILLANI, *Rivoluzione e diplomazia. Agenti francesi in Italia (1792-1798)*, Napoli, Vivarium, 2002, p. 78.

(12) *Ibid.*, p. 134-135.

descendu en Italie, mais seulement pour souligner encore une fois toute la distance entre le présent et le passé : la France ne voulait plus avilir les nations, elle voulait fraterniser avec elles¹³. Ce contraste entre les guerres anciennes, guerres de conquête, et les guerres révolutionnaires, guerres de libération, devint un véritable refrain non seulement parmi les Français, mais aussi parmi les patriotes italiens pendant la campagne napoléonienne de 1796-1797 et pendant tout le *Triennio* républicain de 1796-1799.

Déjà le premier journal patriotique italien, le *Moniteur italien politique et littéraire*, publié à Monaco par le piémontais Giovanni Antonio Ranza du 3 janvier au 27 juillet 1793, avait beaucoup insisté là-dessus, et avait justement publié le rapport de Cambon sur le décret du 15 décembre 1792 proclamant « guerre aux châteaux, paix aux chaumières », qui assurait l'aide des armées françaises à tous les peuples qui voudraient lutter pour leur liberté¹⁴. Une fois la campagne d'Italie commencée, les deux journaux parmi les plus importants publiés dans les républiques-sœurs italiennes, le *Termometro politico della Lombardia* et le *Giornale de' patrioti d'Italia*, parus à Milan en 1796-1798, devinrent les intermédiaires les plus tenaces de ces images et de ce nouveau langage diplomatique. Dès le 11 février 1797, une vingtaine de jours après sa première parution, le *Giornale de' patrioti d'Italia*, commentait de façon très polémique une adresse de la Junte de défense générale pour la Confédération Cispadane « aux Peuples de la Romagne », qui célébrait l'arrivée des Français et proclamait :

« Trompés jusqu'ici par ceux qui avaient intérêt à le faire, vous avez cru que les armées de France devaient être des hordes d'agresseurs brutaux, qu'ils étaient des bandes féroces de sicaires et d'assassins. Leur apparition solennelle dans votre Province d'un air de Conquérants, démentira bientôt une prévention autant odieuse et insultante ».

L'adresse rappelait ensuite les « droits des conquérants » de l'Antiquité, des droits « terribles », qui subjuguèrent durement les peuples vaincus ; tandis qu'à présent on était en face d'un « jeune Héros, qui, en vainquant, vient vous donner la liberté, [...] un exemple rare dans tous les temps, certainement unique de nos jours ». Mais l'auteur de l'article critiquait vivement ce langage, et affichait sa volonté de ne pouvoir reconnaître

(13) *Ibid.*, p. 204-205.

(14) Cf. Renzo DE FELICE, *I giornali giacobini italiani*, Milano, Feltrinelli, 1962, p. XXVIII-XXIX ; Marco CUAZ, *Le nuove di Francia. L'immagine della rivoluzione francese nella stampa periodica italiana (1787-1795)*, Torino, Albert Meynier, 1990, p. 200-202.



aucun droit à des « conquérants » : donner à Bonaparte ce titre – « un nom abhorré par la raison » – ne pouvait être que le langage de l'aristocratie ; encore une fois fallait-il rappeler avec Rousseau que « les guerres se font aux gouvernements, non pas aux peuples »¹⁵.

De son côté, le *Termometro politico della Lombardia*, dans un article publié le 19 novembre 1797 et intitulé « Vera diplomazia », prônait lui aussi la création d'une diplomatie nouvelle – une « diplomatie véritable » – fondée sur la souveraineté populaire et visant la liberté des peuples, tandis que les traités de paix conclus entre les tyrans ne faisaient qu'assurer leur oppression : « La seule République française a promis et fait espérer des traités, qu'on aurait cru autrefois invraisemblables et chimériques. Elle seule pourra donner la liberté aux Peuples qui [...] sauront la mériter ou, du moins, leur rendre la paix »¹⁶. Le patriote napolitain Matteo Galdi qui, exilé à Milan, collaborait régulièrement au *Termometro* et rédigeait le *Giornale de' patrioti d'Italia*, fut le principal promoteur, par ses articles et par ses écrits, de cette diplomatie nouvelle¹⁷. Dans un article publié le 28 juillet 1797, il proclamait de nouveau que les Français avaient « rétabli la véritable diplomatie en Europe », puisqu'ils avaient dit « dans toutes leurs transactions, qu'ils renonçaient à leurs conquêtes, qu'ils ne faisaient pas la guerre aux peuples, mais aux tyrans »¹⁸. Les patriotes aussi, comme l'Église, redécouvraient en partie l'esprit des croisades, mais pour faire appel à une croisade de la liberté, au nom de la nouvelle religion politique. « C'est une croisade de liberté universelle » avait proclamé Brissot le 30 décembre 1791 au club des jacobins¹⁹. Toutefois, selon Erasmo Leso, auteur d'une analyse systématique du langage du *Triennio* républicain

(15) N. 11, 23 pluviôse, 11 février 1797. Paola ZANOLI (dir.), *Giornale de' patrioti d'Italia*, 3 vol., Roma, Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea, 1988-1990, vol. I, p. 163.

(16) *Vera diplomazia*, 29 brumaio V (19 novembre 1797), dans Vittorio CRISCUOLO (dir.), *Termometro politico della Lombardia*, vol. I, Roma, Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea, 1989, p. 445-446.

(17) Cf. Anna Maria RAO, « Républiques et monarchies à l'époque révolutionnaire : une diplomatie nouvelle ? », dans *La République et l'Europe*, Colloque *Révolution et République : l'exception française*, 21-26 septembre 1992, AHRF, n° 296, 1994, p. 267-278 ; *Id.*, « Une "promenade patriotique" : la campagne d'Italie dans la presse républicaine italienne » dans Jean-Paul BARBE, Roland BERNECKER (dir.), *Les intellectuels européens et la campagne d'Italie*, op. cit., p. 97-114.

(18) « Osservazione diplomatica », n. 83, 10 thermidor an I, 28 juillet 1797 : Paola ZANOLI (dir.), *Giornale de' patrioti d'Italia*, 3 vol., 1988-1990, vol. II, p. 294.

(19) Albert MATHIEZ, *La Révolution et les étrangers. Cosmopolitisme et défense nationale*, Paris 1918, p. 61.

italien, l'emploi du terme « croisade » est plus généralement péjoratif, réservé à la dénonciation de la propagande ecclésiastique²⁰.

Les recherches lexicologiques de Leso nous donnent aussi des renseignements précieux sur les emplois du terme « ennemi » parmi les patriotes italiens du *Triennio*. En considérant ces emplois on voit comment les événements révolutionnaires opèrent une politisation profonde de l'image de l'ennemi. Si le renforcement des états et les guerres de l'âge moderne avaient réalisé une distinction tendancielle assez nette entre l'ennemi « privé » (*inimicus*) et l'ennemi « public » (*hostis*), en repoussant la caractérisation de l'ennemi au-delà des frontières, malgré le caractère assez flou et perméable de celles-ci²¹, le conflit entre révolution et contre-révolution nourrit une image de l'ennemi qui est en même temps interne et externe, puisque les puissances étrangères en guerre peuvent s'appuyer sur les opposants politiques de l'intérieur, et inversement, comme à l'époque des guerres de religion. En particulier en Italie, le terme « ennemi » ne désigne pas tellement, ou seulement, les puissances étrangères en guerre – tour à tour les Autrichiens, les Anglais, les Russes, les Ottomans – mais plutôt tous ceux qui s'opposent à la révolution et aux principes républicains. Ainsi, « ennemi » fait plutôt partie d'un couple, le couple ami/ennemi, référé justement à ces principes. On trouve donc tour à tour des amis et des ennemis de la patrie, des hommes et des droits de l'homme, de l'humanité et de sa régénération, du bien commun et de la cause publique, de la liberté, de l'égalité, de la république, du peuple et de la souveraineté populaire. En même temps, les ennemis de l'intérieur sont présentés assez souvent comme des traîtres, vendus aux intérêts de l'Autriche, prosélytes de la tyrannie et ennemis de la liberté italienne²². D'où les appels à l'union de tous les patriotes pour réaliser « la perte des ennemis internes et externes » et « rendre libre toute l'Italie »²³. Erasmo Leso voit dans ces emplois le retour à une dimension affective du terme « ennemi », qui avait été « traditionnellement politique »²⁴. Mais il faudrait



(20) Erasmo LESO, *Lingua e rivoluzione. Ricerche sul vocabolario politico italiano del Triennio rivoluzionario 1796-1799*, Venezia, Istituto Veneto di Scienze Lettere ed Arti, 1991, p. 151, p. 157, p. 493.

(21) Voir les essais recueillis dans *L'immagine del nemico*, op. cit., en particulier Jean-Claude MAIRE VIGUEUR, « Forme del conflitto e figure del nemico nel Medioevo : alcune riflessioni », p. 23-30 ; Stefano ANDRETTA, « Note sull'immagine del nemico in età moderna tra identità e alterità », p. 31-40 ; María Victoria LÓPEZ-CORDÓN CORTEZO, « Enemigos, rivales y contrarios : formas de antagonismo en los tiempos modernos », p. 57-76.

(22) Voir Erasmo LESO, *Lingua e rivoluzione*, op. cit., p. 162-163, p. 236, p. 253.

(23) Ainsi GALDI, *ibid.*, p. 424.

(24) *Ibid.*, p. 162.

y voir plutôt l'affirmation d'un emploi politique de type nouveau, qui ne désigne plus seulement une altérité religieuse ou étatique mais surtout un clivage idéologique qu'on n'est pas encore prêt à accepter en tant que tel. C'est donc un emploi éminemment politique, dans ce sens qu'il tend à délégitimer l'adversaire politique, à le diaboliser, à le dénoncer comme traître, au service de l'étranger, et comme une menace au bien commun, à l'ordre social.

« Ennemis singuliers », aux yeux des patriotes italiens, les Français devaient être considérés plutôt comme des amis, comme des libérateurs et des soutiens indispensables dans la guerre au despotisme et dans l'affirmation des droits de l'homme. Certes, leurs arguments sur la différence entre guerres de conquête et guerre de libération furent largement démentis par la campagne d'Italie. Du reste, le Directoire et ses ministres n'étaient pas du tout prêts à vouloir à côté de la France d'autres gouvernements républicains. Comme l'écrivait le 25 juillet 1796 le ministre Delacroix, « une république démocratique piémontaise seroit pour nous un voisin beaucoup plus inquiétant qu'un roi que nous avons mis hors d'état de nuire »²⁵.

Les troupes françaises en Italie pendant le *Triennio* continuèrent à se comporter, très souvent, comme en pays ennemi, ce qui fit l'objet de dénonciations et de récriminations véhémentes même de la part des autorités militaires et civiles françaises. En particulier Marc-Antoine Jullien, arrivé avec le général Championnet en 1799 à Naples, où il devint secrétaire du Gouvernement provisoire, attaquait violemment la conduite des troupes :

« Je ne reviendrai pas sur les actes d'indiscipline et les pillages commis avant notre entrée dans Capoue. Je sais que les révoltes des paysans ont justifié, en partie, la conduite de nos soldats ; mais si les soldats pilloient et saccageoient pour venger leurs compagnons d'armes assassinés, les paysans assassinoient pour venger leurs maisons et leurs propriétés pillées et ravagées ; et les massacres et les pillages des uns, toujours motivés par les pillages et les massacres des autres, il devenait impossible de sortir d'un pareil état de désordre et d'anarchie. La vérité est que si une discipline sévère eût existé dans l'armée, si on eût respecté les personnes, les propriétés, la religion comme on avoit l'intention, et vous l'aviez solennellement promis dans vos proclamations au peuple napolitain, les agents du ci-devant roi des Deux - Siciles n'aurait pas parvenu si aisément

(25) *Décision du Directoire sur un Projet d'arrangement en Italie*, 7 thermidor an IV/25 juillet 1796, dans Carlo ZAGHI, *La rivoluzione francese e l'Italia. Studi e ricerche*, Napoli, Cymba, 1966, p. 182. Voir aussi Bernard NABONNE, *La diplomatie du Directoire*, op. cit., p. 45.

à soulever les campagnes et nous n'aurions pas eu deux espèces d'ennemis à combattre et beaucoup de nos camarades, tués isolément, à regretter »²⁶.

La chute des républiques italiennes, en 1799, déchaîna une véritable offensive des patriotes italiens et des néo-jacobins français contre la politique qui avait été menée par le Directoire en Italie, lui reprochant, justement, d'avoir traité les patriotes italiens et les populations italiennes en ennemis plutôt que comme des alliés fidèles. On lui reprocha en particulier d'avoir entravé le recrutement d'armées « nationales » dans les républiques-sœurs, ce qui leur avait empêché toute possibilité de défense militaire autonome. À Milan, par exemple, les agents du Directoire avaient entravé la formation d'une armée locale disant qu'il fallait craindre « plus les patriotes armés que les Autrichiens et les Russes »²⁷. De la même manière en 1801, dans son *Histoire de la révolution de Naples*, Vincenzo Cuoco commentait avec amertume l'opposition du gouvernement français à la formation de troupes locales. Il rappelait que, quand les Français avaient dû quitter Naples pour combattre les Autrichiens dans le nord de l'Italie, le général Macdonald avait laissé en partant des petites garnisons dans le fort de Saint-Elme, dans la capitale, à Capoue et à Gaëte, ce qui aurait été tout à fait inutile « si dans l'origine on eût permis d'organiser les forces nationales : mais puisque cette faculté nous avait été interdite, les forces qu'on nous laissait étaient insuffisantes »²⁸.

Il observait de manière plus générale :

« Si les Français eussent permis à la république cisalpine d'organiser des forces régulières ; s'ils eussent accordé la même faculté à la république romaine, ils eussent pu résister plus longtemps, en Italie, aux efforts des Austro-Russes. S'ils n'eussent pas empêché l'organisation des forces napolitaines, ces forces eussent assuré la victoire au parti républicain. Mais la résolution que prit le Directoire de défendre la république cisalpine, la romaine et la napolitaine, avec ses seules forces, et de se défier également de ses amis et de ses ennemis, était le système d'un gouvernement qui

(26) Ministère de la Guerre, Archives Administratives, Dossier Championnet, GD 2/199, Capoue, le 1er Pluviôse an 7, Copie de la lettre du C.en Jullien, Commissaire des Guerres au C.en Championnet, général en chef de l'armée de Rome.

(27) Cité par Giorgio VACCARINO, *I patrioti « anarchistes » e l'idea dell'unità italiana (1796-1799)*, Torino, 1955, p. 56. Voir Anna Maria RAO, « Paris et les exilés italiens », dans *Paris et la révolution*, Préface de Michel Vovelle, Paris, Publications de la Sorbonne, 1989, p. 225.

(28) Je cite la traduction de Bertrand BARÈRE, *Histoire de la révolution de Naples*, par l'auteur du *Voyage de Platon, en Italie*, traduite de l'italien dans la seconde édition, Paris, chez Léopold Colli, Imprimerie de Valade, 1807, p. 337, éd. reproduite dans Anna Maria RAO et Maïté BOUYSSY (dir.), *Histoire de la Révolution de Naples*, Napoli, Vivarium, 2001.



voulait augmenter le nombre de ses sujets, sans savoir augmenter ses forces »²⁹.

À la fin de 1799, le retour en France de Bonaparte fut salué par les patriotes italiens en exil comme l'heureuse occasion d'une reprise de la guerre de libération contre les « ennemis communs » et contre les « traîtres »³⁰. Mais il fallait éviter les fautes qui avaient été commises pendant le *Triennio*. Un autre patriote napolitain, Francesco Lomonaco, assez connu pour son *Rapporto al cittadino Carnot*, adressé au ministre de la Guerre en avril 1800 afin de soutenir une nouvelle intervention pour la libération de l'Italie et son unification politique, rappelait les vicissitudes de la République napolitaine de 1799 après le départ des troupes françaises, quand le commandant de la garnison restée à Naples, Méjan, n'avait pas voulu organiser la résistance armée des patriotes, tandis que « le son de la trombe républicaine aurait suffi à animer le courage des patriotes et à chasser l'ennemi ». Il rappelait encore une fois les proclamations lancées par Napoléon Bonaparte au début de la campagne d'Italie : « nous ferons la guerre en ennemis généreux [...] »³¹.

Abandonnés par les troupes françaises, démunis, ou presque, de toute force militaire autonome, les patriotes italiens durent faire face non seulement aux ennemis de l'extérieur, les forces de la deuxième coalition, mais aussi aux révoltes qui un peu partout en Italie éclatèrent contre les Français et contre les gouvernements républicains³².

Du point de vue d'une réflexion sur l'image de l'ennemi, deux aspects surtout méritent d'être soulignés dans les réactions des patriotes face aux *insorgenze*, en particulier dans le langage adopté pour les désigner.

(29) Dans une note, il corrigeait partiellement ses accusations, en distinguant l'action de Bonaparte de celle du Directoire : « La meilleure preuve que le premier Consul ait donné de l'intérêt qu'il prend à la régénération de l'Italie, c'est d'avoir accordé à la république cisalpine le corps des Polonais », *Ibid.*, p. 341.

(30) Cf. l'Adresse du peuple d'Italie, au général Buonaparte et au Directoire exécutif, pour le solliciter de rendre à ce général le commandement de l'Armée d'Italie, pour les délivrer des Russes et des Impériaux, s.l.s.d., de l'Imprimerie de la rue de la Parcheminerie, p. 1-2 : « Vous nous y rappellerez aux vrais principes de liberté, dont vous nous avez vous même posé les fondements. Vous y découvrirez le traître, qui, se couvrant du masque du patriotisme, ne rougit pas de s'entendre avec nos communs ennemis, pour perdre sa patrie et pour trahir la votre. Vous y proscrirez le système insouciant de l'égoïste, qui ne connaît d'autre culte, d'autre loi, ni d'autre morale que leur intérêt ».

(31) Dans Vincenzo CUOCO, *Saggio storico sulla Rivoluzione Napoletana del 1799 seguito dal Rapporto al cittadino Carnot di Francesco Lomonaco*, Bari, Laterza, 1929, p. 332, p. 352.

(32) Cf. Anna Maria RAO, « Les formes de la résistance anti-napoléonienne en Italie », dans Christine PEYRARD, Francis POMPONI, Michel VOVELLE (dir.), *L'administration napoléonienne en Europe Adhésions et résistances*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2008, p. 159-175.



Si, comme nous l'avons vu, le terme « ennemi » prend une signification éminemment idéologique au cours du *Triennio*, pour désigner l'adversaire politique, il est assez rarement employé en référence aux révoltes populaires anti ou contre révolutionnaires. Faute d'une recherche systématique dans cette direction, je me limiterai à m'appuyer sur l'exemple du *Monitore napoletano*, dirigé par Eleonora De Fonseca Pimentel. Ayant recours à la possibilité d'enregistrer les occurrences des termes « *nemico* » et/ou « *inimico* » dans ce journal, on voit qu'en général Eleonora emploie ce terme en référence aux puissances étrangères de la deuxième coalition et, surtout, qu'elle ne l'emploie jamais pour désigner les *Insurgents*. Ceux-ci ne sont jamais considérés comme « un ennemi de l'intérieur », mais comme des populations déçues dans la satisfaction de leurs besoins, qu'il faut que la cause républicaine récupère au travers de mesures législatives appropriées, telle que l'abolition de la féodalité. Dans un important article publié dans le numéro du 7 février 1799, relatant les nouvelles qui venaient des Abruzzes et du Molise sur les bandes de paysans recrutées par les agents royalistes, elle soutenait vigoureusement la nécessité d'accueillir les pétitions des patriotes qui avaient demandé de pouvoir s'armer pour la défense de la République. Au lieu de satisfaire cette exigence, on avait envoyé un corps de 3 000 soldats français pour réprimer les insurrections. Mais la répression militaire, écrivait-elle, ne ferait qu'empirer la situation : toute punition sommaire, sans distinction, ne pouvait qu'« affaiblir la démocratie ». Il fallait punir les individus, non pas les populations dans leur ensemble, puisqu'affaiblir un peuple ami signifiait s'affaiblir soi-même : « Sous la protection de la France, nous avons en commun avec elle les amis et les ennemis, sa force est notre force »³³. L'emploi du terme « ennemi » pour diaboliser l'adversaire politique était donc plutôt le fait des contre-révolutionnaires et de la propagande ecclésiastique que des patriotes républicains. Ceci est d'autant plus évident si on considère le deuxième aspect sur lequel je voudrais attirer l'attention : le langage des images, les discours iconographiques.

En ce qui concerne les représentations iconographiques, les recherches précieuses de Michel Vovelle, de Christian-Marc Bosséno et d'autres, ont mis à notre disposition un corpus assez consistant d'images : mais ces images sont surtout le produit de la propagande contre-révolutionnaire, et sont la plupart d'origine anglaise, allemande, vénitienne. Il y a un déséquilibre évident entre cette production et la

(33) Mario BATTAGLINI (dir.), *Il Monitore napoletano 1799*, Napoli, Guida, 1974, p. 68-72.

production française, qu'il est difficile d'attribuer à un manque d'attention des chercheurs ou aux destructions voulues par les gouvernements restaurés. Or il est bien connu que la plupart des images qui accompagnent la campagne d'Italie visent surtout à célébrer les entreprises de Napoléon Bonaparte ou, plus généralement, de l'armée française, plutôt qu'à faire de la propagande contre les Autrichiens ou contre les anciens gouvernements italiens. Dans la presse et dans les proclamations, ceux-ci sont génériquement désignés comme des tyrans ou des despotes : critiqués, voire violemment attaqués sur le plan politique, ils ne font pas l'objet de représentations insultantes et dénigrantes du point de vue physique ou moral, comme il arrive aux Français, et à Bonaparte lui-même, dans les gravures contre-révolutionnaires³⁴. C'est seulement à l'égard de l'Église et du pape que l'on connaît, pendant la campagne d'Italie et en particulier à l'occasion du traité de Tolentino du 19 février 1797, des caricatures françaises comparables aux caricatures contre-révolutionnaires, ainsi qu'à l'égard de l'aristocratie vénitienne³⁵. Il est peut-être excessif d'en conclure à une incapacité, ou bien à une impossibilité, des patriotes italiens de participer activement non seulement à la guerre des armes mais aussi à la guerre des images et de la propagande. Reste que l'image de l'ennemi français proposé par les estampes de la papauté et des coalisés est beaucoup plus nettement dessinée par rapport à celle de l'ennemi contre-révolutionnaire : celui-ci est beaucoup mieux représenté dans le langage des mots.

À la fin de la période révolutionnaire et napoléonienne, plusieurs patriotes auraient tiré de leur expérience surtout deux exigences : un gouvernement constitutionnel et l'autonomie militaire. Apprentissages politique et militaire devaient former les outils principaux permettant la reprise du projet d'unification nationale. On cite assez souvent à ce propos le témoignage du patriote vénitien Ermolao Federigo, qui est, en effet, très

(34) Annie DUPRAT, « La construction de la mémoire par les gravures. Carle Vernet et les Tableaux historiques des campagnes d'Italie », dans Jean-Paul BARBE, Roland BERNEKER (dir.), *Les intellectuels européens face à la campagne d'Italie*, op.cit., p. 199-207 ; Pascal DUPUY, « La campagne d'Italie dans les gravures anglaises sous le Directoire : diffusion et interprétations (1796-1798) », *Ibid.*, p. 209-231 ; Christian-Marc BOSSÉNO, « La guerre des estampes », dans *Mélanges de l'École Française de Rome, Italie et Méditerranée*, t. 102, 2, 1990, p. 367-400. Voir les images recueillies dans Christian-Marc BOSSÉNO, Christophe DHOYEN, Michel VOVELLE, *Immagini della Libertà. L'Italia in Rivoluzione 1789-1799*, Roma, Editori Riuniti, 1988 et dans Giuseppina BENASSATI et Lauro ROSSI (dir.), *L'Italia nella Rivoluzione 1789-1799*, catalogo della mostra di Roma, Biblioteca Nazionale Centrale (6 marzo-7 aprile 1990), Bologna, Grafis Edizioni, 1990.

(35) Christian-Marc BOSSÉNO, Christophe DHOYEN, Michel VOVELLE, *Immagini della Libertà*, op. cit., p. 112-143.



significatif de ce point de vue. Ami et camarade d'Ugo Foscolo, Federigo participa à la républicanisation de Venise en 1797 et devint par la suite officier de l'armée française. De cette expérience il tira la leçon que l'armée et le service militaire étaient le lieu privilégié pour la formation d'une conscience nationale, même pour ceux qui étaient obligés de se battre au service d'une puissance étrangère. Dans une lettre écrite à un ami du camp de Calais, le 22 juillet 1804, il soulignait l'importance de la participation à la campagne napoléonienne de deux petites divisions recrutées dans la République italienne. En effet, écrivait-il, grâce à ces deux petites divisions, le nom de la République italienne serait mentionné au moment de la paix générale et l'Italie se ferait une réputation en France : « Qu'importe – ajoutait-il – de servir dans telle ou telle autre armée ? Le grand objet est celui d'apprendre la guerre, qui doit être le seul métier qui puisse nous rendre libres ». Il fallait être fier du fait qu'une petite République comme la toute récente République italienne avait des troupes « presque aux deux extrémités de l'Europe » : « Si les Russes se déplacent, et bien, nous irons à leur rencontre, et notre uniforme se trouvera partout [...] Je sers ma patrie quand j'apprends à faire le soldat, et même si je servais le Turc il en irait de même »³⁶.

Si la guerre avait généralement créé l'ennemi dans l'Europe moderne, dans ce témoignage, c'était plutôt l'ennemi qui créait la nation.

Anna MARIA RAO
Università degli studi di Napoli
Frederico II
Dipartimento di Discipline storiche
Via Marina
33 80133 Napoli
annamrao@unina.it

(36) La lettre, citée par Franco DELLA PERUTA, *Esercito e società nell'Italia napoleonica. Dalla Cisalpina al Regno d'Italia*, Milano, Franco Angeli, 1988, p. 422-423, est reprise plus largement par Umberto CARPI, « Lettere e armi », dans Maria CANELLA (dir.), *Armi e nazione. Dalla Repubblica Cisalpina al Regno d'Italia (1797-1814)*, Milano, Franco Angeli, 2009, p. 69.